



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 22 MAI 2014

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Développement Economique,  
Emploi, Formation et Tourisme

L'an deux mille quatorze le vingt deux mai à dix huit heures, *le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.*

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la  
délibération:  
**Mission Locale  
Centre Var -  
Convention  
d'objectifs et de  
moyens 2014**

**PRÉSENTS :**

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CARZOLI Max, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Caroline, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marei-Christine, HAINAUT Alain, LEGRAIEN Françoise, LE POULAIN Yves, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PREMOSSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

**REPRESENTES**

Alain CAYMARIS pouvoir à Jacques LECOINTE, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSSELLI, Grégory LOEW pouvoir à Frédéric MARCEL, Michèle PELASSY pouvoir à Claude PIANETTI, Thierry PESCE pouvoir à Malika GUELLATI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

**ABSENT EXCUSE :**

CARRIERE Christophe

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Monsieur Fabien MATRAS

**RAPPORTEUR :** Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : 6/6/2014

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise  
Affiché le 10/6/2014

La Communauté d'Agglomération Dracénoise, dans le cadre de son soutien aux politiques publiques de l'emploi, participe au financement des missions locales de son territoire, dont la Mission Locale Centre Var.

La mission locale met en œuvre une intervention globale au service des jeunes, de 16 à 25 ans révolus, en quête d'un emploi durable et d'une autonomie sociale. Elle permet dans une logique de proximité :

- l'accueil, l'information, l'orientation et l'accompagnement des jeunes dans leur parcours d'insertion sociale et professionnelle,
- la prise en compte des problématiques périphériques freinant l'accès à l'emploi des jeunes,
- la veille et l'observation de la situation des jeunes,
- l'animation territoriale, le développement local, la conduite ou la participation à des projets locaux répondant aux spécificités des territoires.

La mission locale constitue aujourd'hui, en tant que pivot de l'accompagnement des jeunes, un réseau placé au cœur des politiques publiques d'insertion des jeunes. Elle s'appuie sur les dispositifs mis en place par l'État, les régions, les départements, les communes et les intercommunalités, chacun dans leurs champs de compétences définies par la loi.

Ainsi, il est proposé d'attribuer à la Mission Locale Centre Var une subvention d'un montant de 26 087 € pour 2014.

Cette subvention étant supérieure à 23 000€, il est nécessaire de procéder à la signature d'une convention d'objectifs ci-annexée précisant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention, conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifié par l'ordonnance n°2005-856 du 28 juillet 2005 (article 6), applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

En conséquence, il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :


- Autoriser Monsieur le Président à signer la convention d'objectifs entre la Communauté d'Agglomération Dracénoise et la Mission Locale Centre Var, ainsi que tout document y afférent.
- Approuver le versement d'une subvention de fonctionnement à l'association Mission Locale Centre Var d'un montant de 26 087 € au titre de l'année 2014.

Cette subvention sera imputée sur les crédits inscrits au budget 2014, au chapitre 65, nature 6574.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 43 voix pour et 19 abstentions (AMBROSINO Franck, BOUZEREAU Gilbert, CERET Stéphan, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FRANCIN Sylvie, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEROUX Florence, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, RUDNIK Thierry, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain) décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 22 mai 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président  
Député du Var



616 4204



## CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2014

Entre

La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DRACENOISE, Square Mozart CS 90129 83004 DRAGUIGNAN Cedex, représentée par son Président Monsieur Olivier AUDIBERT TROIN, en vertu de la délibération N° C\_2014, ci-après désignée « CAD »

et

D'une part,

L'ASSOCIATION AJIR, MISSION LOCALE CENTRE VAR dont le siège social est fixé : bâtiment I, les Vignes, 83340 LE LUC EN PROVENCE, représentée par son Président Monsieur André RAUFAST,

D'autre part,

Pour les subventions d'un montant annuel excédant 23 000 euros, la conclusion d'une convention d'objectifs définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée est obligatoire.

Il a été convenu ce qui suit :

### ARTICLE 1 : PREAMBULE

*« Les missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes se sont développées à partir de 1982 par la volonté conjointe des communes et de l'Etat, puis de celle des régions en 1993, réaffirmée en 2004, pour organiser localement une intervention globale au service des jeunes, de 16 à 25 révolus, en quête d'un emploi durable et d'une autonomie sociale. Elles constituent aujourd'hui, en tant que pivot de l'accompagnement des jeunes, un réseau placé au cœur des politiques publiques d'insertion des jeunes.*

*Inscrites désormais dans le Code du travail aux articles L5314-1 et s, et partie intégrante du service public de l'emploi, les missions locales accompagnent tous les jeunes sortis du système scolaire, avec ou sans qualification, en particulier ceux ayant le moins d'opportunités. Elles leur proposent un accompagnement gratuit ainsi que des solutions, dans la perspective de leur insertion professionnelle et sociale.*

*A ce titre, elles sont aussi reconnues par le Code de l'Education en ses articles L313-7 et 313-8 comme un partenaire incontournable de la lutte contre le décrochage scolaire.*

*Pour ce faire, elles s'appuient sur les dispositifs mis en place par l'Etat, les régions, les départements, les communes et les intercommunalités, chacun dans leurs champs de compétences définies par la loi »*

Extrait du préambule du protocole 2010 des Missions Locales qui s'inscrit dans la continuité des protocoles précédents.

Signé par

Convention d'objectifs Missio





Au-delà de leurs missions d'accompagnement social et professionnel des jeunes de 16 à 25 ans, les Missions Locales remplissent également une fonction d'observatoire et de concertation entre les différents partenaires en vue de renforcer et de compléter les actions qu'ils conduisent en fonction de leur champs de compétence.

Ces missions sont formalisées de façon différenciée avec leurs principaux partenaires financiers:

• **Avec l'Etat :**

Une Convention Pluriannuelle d'Objectifs déclinée autour de 5 offres de services. Cette Convention fait notamment référence à la Loi de programmation pour la cohésion sociale et aux Articles L.311-10-2 et L.322-4-17-1 à L.322-4-17-4 du code du travail qui garantissent l'accès au droit à l'accompagnement des jeunes : délégation de service public confiée aux Missions Locales pour l'insertion des jeunes de 16 à 25 ans.

- Offre de service n°1 : repérage, accueil, information, orientation,
- Offre de service n°2 : accompagnement des parcours d'insertion,
- Offre de service n°3 : développement d'actions pour favoriser l'accès à l'emploi,
- Offre de service n°4 : expertise et observation active du territoire,
- Offre de service n°5 : ingénierie de projet et animation locale au service de l'insertion professionnelle et sociale des jeunes.

• **Avec le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur :**

Une Convention régionale de partenariat déclinée en Plan d'Action Opérationnel annuel. Celui-ci s'appuie sur les missions et objectifs génériques et centraux des Missions locales tels que définis dans le protocole 2010 et validés par la Région et l'Association Régionale Des Missions Locales (ARDML). Il s'appuie également sur les orientations régionales en matière de formation professionnelle, d'apprentissage et d'emploi.

Cette convention s'articule autour de 5 objectifs :

- Objectif n°1 : renforcer les missions d'accueil, d'information et d'orientation des jeunes de moins de 26 ans,
- Objectif n°2 : amplifier la contribution de la Mission locale dans la construction et l'accompagnement des parcours d'insertion des jeunes,
- Objectif n°3 : favoriser la prise en compte de l'ensemble des difficultés rencontrées par les jeunes,
- Objectif n°4 : contribuer à l'expertise des problématiques d'insertion des publics jeunes du territoire,
- Objectif n°5 : contribuer à l'animation locale du territoire et ingénierie de projet.



• **Avec le Conseil Général du Var** en matière d'action sociale :

Une convention annuelle sur le volet de l'accompagnement social des jeunes en parcours d'insertion socioprofessionnelle au titre de la politique de solidarité, afin de renforcer l'action sociale professionnalisée de la mission locale auprès des jeunes les plus en difficulté sur la base du maintien ou de la création d'un emploi de travailleur social diplômé.

• **Avec les Communes ou intercommunalités**, chacune d'elles contribue individuellement au fonctionnement général des Missions Locales et permet dans une logique de proximité :

- l'accueil, l'information, l'orientation et l'accompagnement des jeunes dans leur parcours d'insertion sociale et professionnelle,
- la prise en compte des problématiques périphériques freinant l'accès à l'emploi des jeunes,
- la veille et l'observation de la situation des jeunes,
- l'animation territoriale, le développement local, la conduite ou la participation à des projets locaux répondant aux spécificités des territoires.

**ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONVENTION**

La zone d'intervention géographique de la Mission Locale du Centre Var comprend 12 communes adhérentes : Le Thoronet, Cabasse, Le Luc, Le Cannet des Maures, Flassans, Gonfaron, Les Mayons, Besse, Pignans, Vidauban, Taradeau, Les Arcs sur Argens.

La CAD s'engage à soutenir financièrement les actions dont l'association s'assigne la réalisation, pour les jeunes des communes concernées – Les-Arcs-sur-Argens, Taradeau et Vidauban, par une aide au fonctionnement.

La Mission Locale du Centre Var a pour objet d'aider les jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire, à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion professionnelle et sociale en assurant des fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement.

La Mission Locale du Centre Var doit informer, accueillir et contacter, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes existants tous les jeunes relevant de son champ de compétence.

Elle favorise la concertation entre les différents partenaires en vue de renforcer ou de compléter les actions conduites par ceux-ci, notamment pour les jeunes rencontrant des difficultés particulières.

Elle a vocation à aider ces jeunes, à construire un itinéraire d'insertion sociale et professionnelle individualisé et personnalisé et à assurer le suivi de son application.

A cet effet, en fonction des missions de service public qui lui sont confiées, elle assure une fonction de prescription et d'accompagnement sur les dispositifs de formation ou d'emploi spécifiques au public jeune.



Elle contribue à assurer une intervention coordonnée des institutions et acteurs existants sur l'ensemble des problèmes de vie quotidienne qui feraient obstacle à leur insertion sociale et professionnelle, afin que, dans une approche globale, soit prise en charge la recherche de solutions adaptées en matière de logement, de santé, de loisirs, de mobilité...

Elle contribue, en relation notamment avec Pôle Emploi, les organismes de formation, et les employeurs à impulser, en fonction des possibilités locales, des réponses appropriées aux problèmes d'insertion, de formation et d'emploi qui se posent localement aux jeunes.

La Mission locale s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues.

Cette convention d'objectifs entre la CAD et la Mission Locale du Centre Var stipule les obligations réciproques des parties pour parvenir aux actions définies.

### **ARTICLE 3 : EXECUTION DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 01/01/2014 et se terminera le 31/12/2014, et fait l'objet d'un engagement financier annuel.

### **ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

Le montant total annuel de la subvention de la CAD à la Mission Locale du Centre Var s'élève à 26087€ pour l'année 2014. Ce montant sera crédité au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur. La subvention de la CAD est inscrite au budget de chaque exercice à la nature comptable 6574-902 « Subventions de fonctionnement aux associations et autres organismes de droit privé », fonction spéciale Missions locale. Le comptable assignataire est le Trésorier Principal de DRAGUIGNAN.

La Communauté d'Agglomération Dracénoise peut suspendre ou diminuer le montant des avances et versements, remettre en cause le montant de la convention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées, en cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention par l'association.

### **ARTICLE 5 : OBLIGATIONS COMPTABLES**

L'association s'engage :

- à fournir un compte rendu d'exécution et le compte de résultat annuel, avant le 30 juillet de l'année suivante,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable révisé,
- à transmettre à l'administration tout rapport produit par le commissaire aux comptes, dans les délais utiles.



#### ARTICLE 6 : EVALUATION DE RÉALISATION DES OBJECTIFS OU DES ACTIONS

L'association s'engage à faciliter le contrôle par la CAD de la réalisation des actions, notamment par l'accès à tous les bilans administratifs et comptables utiles à cette fin, y compris par communes concernées. La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à l'établissement de ce bilan.

#### ARTICLE 7 : RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration du délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec l'accusé de réception valant mise en demeure.

#### ARTICLE 8 : LITIGE

Tout litige né tant de l'interprétation que de l'exécution des présentes, sera porté devant les juridictions compétentes comportant la Communauté d'Agglomération Dracénoise dans leur ressort, après épuisement de toutes les voies amiables et arbitrales.

Fait à DRAGUIGNAN, le

Pour la Mission Locale  
Centre Var

Pour la Communauté d'Agglomération  
Dracénoise

André RAUFAST  
Président

Olivier AUDIBERT TROIN  
Président  
Député du Var